



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

## L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1446

12 juin 2020

- **Santé/Covid-19 : Vers une reconnaissance de la médecine traditionnelle et une mise en valeur des capacités scientifiques et des productions locales**
- **Plaidoyer en faveur de l'implication des conseils municipaux et des autres collectivités territoriales dans la sensibilisation sur le virus**
- **Renforcement des capacités de deux centres de prise en charge de Covid-19 dans le Plateau central**
- **L'économiste Énomy Germain critique un budget rectificatif 2019-2020, plutôt axé sur le virus de Covid-19, mais non porteur économiquement**

### >> Vers une reconnaissance de la médecine traditionnelle et une mise en valeur des capacités scientifiques et des productions locales

L'Université d'État d'Haïti a mis en place un jury, chargé de donner, d'ici juillet 2020, un avis scientifique et éthique sur les formules et recettes, utilisées ou mises en place pendant la période de crise sanitaire. Seront aussi précisés les propriétés et éventuels effets secondaires des plantes, entrant dans la composition de ces recettes. Les recommandations émises, pourraient être un premier pas vers la reconnaissance de la médecine traditionnelle en Haïti, espère le professeur Fritz Deshommes, recteur de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), qui intervenait mardi à l'émission *FwoteLide* sur AlterRadio. Le Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) a promis, le 4 juin, de prêter une attention spéciale à tous remèdes ou médicaments traditionnels susceptibles de donner de bons résultats dans la prévention et le traitement de la pandémie. « Après le rapport du jury, nous pourrions encore mieux alimenter nos groupes de recherche sur les savoirs locaux et la médecine traditionnelle », pense-t-il. L'UEH a déjà participé à un travail au niveau des Caraïbes, à travers le Programme de recherche appliquée à l'usage populaire des plantes médicinales dans les Caraïbes (Tramil), où beaucoup

de plantes ont été étudiées. Dans le cadre de ces travaux sur la médecine traditionnelle, des remèdes sont déjà reconnus mais ne sont pas utilisés de manière systématique en Haïti, contrairement à d'autres pays de la région, dont la Martinique, la Jamaïque et Trinidad, qui les utilisent de manière officielle. Le Rectorat de l'UEH encourage le Ministère à utiliser le travail de Tramil pour valider les remèdes confectionnés sur cette base. Ceci permettrait au Ministère d'importer moins de médicaments, tout en valorisant les capacités scientifiques et les productions locales. « Sur le plan social, la valorisation de nos savoirs locaux et de notre médecine traditionnelle nous permettrait de vivre mieux dans la société, car ces connaissances sont détenues par des couches moins favorisées dans la société ». Si leurs savoirs sont valorisés, ils seront mieux reconnus dans la société. Cette valorisation pourrait aussi leur apporter des opportunités, en termes de revenus supplémentaires. « S'il y a un dialogue entre la science et les connaissances locales, cela mènerait vers un dialogue entre les diverses couches de la société. Ce qui pourrait diminuer nos instabilités, liées à l'absence de dialogue, de reconnaissance de

la capacité de l'autre, et donner accès aux diverses opportunités disponibles ». C'est une bonne chose que la population n'attende pas qu'on lui propose un remède. Mais, il est important qu'elle connaisse les composants de ces remèdes, la propriété des produits et les risques qui en découlent, pour éviter les effets secondaires, nuance le recteur Fritz Deshommes. « Ils sont nombreux à faire des éloges pour l'armoise, mais il faut qu'ils connaissent le dosage requis ». L'essentiel du travail du jury

consistera en une revue de littérature, sur la question. Supervisé par le vice-recteur à la recherche de l'UEH, le professeur Jacques Blaise, le jury est composé de 5 membres, dont 3 professeurs de la Faculté de médecine et de pharmacie de l'UEH, la biologiste Marilise Rouzier, le médecin et spécialiste en éthique Marc-Félix Civil, le médecin et virologue Ernst Noël, ainsi que l'ingénieur agronome et spécialiste en nutrition animale Audalbert Bien-Aîmé et le chimiste Justin Casimir.

## >> **Plaidoyer en faveur de l'implication des conseils municipaux et des autres collectivités territoriales dans la sensibilisation sur le virus**

Dans un document, le conseil municipal de Carrefour a demandé au Ministère de la santé de communiquer aux différents conseils municipaux toutes les informations relatives aux cas de Covid-19 découverts, en vue d'aider les mairies à remonter aux cas contacts à travers un code, sans mentionner les noms des personnes concernées. Par exemple, un comité communal de 13 secteurs, composé des églises (catholique romaine, protestante, *vodou*) de la police, de la protection civile, des pompiers, de la société civile et des hôpitaux, entre autres, a été envisagé dans le plan de lutte contre le Covid-19 élaboré par la mairie de Carrefour. Des directives ont été définies, au niveau de chaque commune, de chaque collectivité, sous le leadership technique des bureaux communaux sanitaires et des directions départementales sanitaires. Cependant, le maire Carrefour (sud de la capitale), Jude Édouard Pierre, également président de la Fédération nationale des maires d'Haïti, déplore que le Ministère n'a pas tenu compte de ce modèle. Le conseil municipal de Carrefour demande aux autorités de mettre une ambulance à disposition de la commune, pour transporter exclusivement les malades atteints de Covid-19. À Waney 93 (Carrefour), une personne testée positive n'a reçu aucune visite du Ministère. La patiente vivait dans un environnement, où les personnes vquaient normalement à leurs occupations, relate le maire de Carrefour. « Personne n'a évalué dans quelles conditions la personne passe sa quarantaine chez elle. Même le travail de sensibilisation n'a pas été fait auprès des personnes atteintes du nouveau coronavirus ». À ce niveau, les collectivités territoriales pourraient jouer un rôle fondamental. [Malheureusement, l'État n'implique pas les conseils municipaux dans ce travail de sensibilisation, ce qui expliquerait une augmentation des cas.](#)

## >> **Renforcement des capacités de deux centres de prise en charge de Covid-19 dans le Plateau central**

Au cas où les infections au nouveau coronavirus continueraient d'augmenter, un espace sera aménagé pour recevoir plus d'une centaine de lits à l'hôpital public Sainte Thérèse de Hinche, indique le Dct Denis Joseph Jean-Baptiste, qui intervenait ce mardi 9 juin, à l'émission *FwoteLide* sur AlterRadio. L'Hôpital universitaire de Mirebalais cherche également à augmenter sa capacité d'accueil, avec des constructions déjà en cours. Tout en offrant d'autres services, les [hôpitaux du Plateau Central continuent de recevoir des personnes symptomatiques et testées positives au nouveau coronavirus. Ces hôpitaux ont reçu une centaine de lits et de matelas ainsi que des équipements de protection individuelle.](#) [...] L'aspect le plus important dans la crise de Covid-19 est la prévention. Le Dct Denis Joseph Jean-Baptiste, responsable de la direction sanitaire du Plateau central souligne que la prise en charge est trop lourde et parfois décevante.

## >> **L'économiste Énomy Germain critique un budget rectificatif 2019-2020, plutôt axé sur le virus de Covid-19, mais non porteur économiquement**

Les prévisions budgétaires sont totalement à l'opposé de la décentralisation, avec 96% de dépenses dirigées dans le département de l'Ouest (Port-au-Prince). « Sur le plan économique, nous ne pouvons pas attendre grand-chose de ce budget. Il se pose un problème économique, lié à l'insécurité alimentaire, au chômage, entre autres », analyse l'économiste Énomy Germain. [...] [Lire la suite](#)